



Arrêté n° 2022-213-ST

Objet : Arrêté portant autorisation de voirie et réglementant la circulation au profit de AXIONE pour une occupation du Domaine Public pour une étude impactant plusieurs voies communales

Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

Considérant la requête en date du 7 juin 2022, par laquelle l'entreprise AXIONE demeurant 1 rue Jules Verne – Les Espaces Océanes – 44000 REZE, demande une autorisation pour occupation du domaine public, liée à des besoins d'étude des infrastructures de télécommunication implantées sur le domaine public,
Considérant que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation de voirie

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, durant une période de 20 jours à compter du 3 août 2022, pour conduire les actions objet de la demande.

Nature de l'occupation : Etude des infrastructures télécoms en bordure de route.

L'occupation pourra se faire sur chaussée ou sur accotement. Les voies concernées sont : boulevard de l'Océan, boulevard de Port-Giraud, boulevard des Nations Unies, Chantepie, La Basse Treille, route de la Plaine, route de Pornic, rue de la Cormorane et rue de la Libération.

Article 2 : Prescriptions d'occupation

Les autorisations de voirie ne permettent pas de réaliser des travaux impactant le domaine public.

L'intervenant sera vigilant sur la remise en place des affleurants de voirie qui seront déplacés lors de l'étude. La responsabilité de l'intervenant reste engagée vis à vis des tiers en cas de manquement.

Article 3 : Réglementation de la circulation

1. Au droit des stationnements du véhicule d'intervention, la circulation se fera sous alternat manuel.
2. Le stationnement sera interdit dans l'emprise de l'alternat.
3. La vitesse sera limitée à 30 km/h dans l'emprise de l'alternat.

Article 4 : Sécurité et signalisation de l'occupation du domaine public

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son intervention sur domaine public. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

Article 5 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de ses actions sur le domaine public ou de l'installation de ses biens sur celui-ci.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions réglementaires définies précédemment, le bénéficiaire recevra une injonction immédiate de procéder au retrait de l'occupation du domaine public.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois suivant sa publication sous forme électronique.

Article 8 : Ampliation

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer

La Plaine-sur-Mer, le 2 août 2022

Par délégation du Maire,
Benoît BOULLET
Adjoint au Maire

